



OBSERVATOIRE électoral 2022 de l'Amérique latine

DISCOURS D'INVESTITURE DU PRÉSIDENT LUIZ INACIO LULA DA SILVA AU CONGRÈS NATIONAL BRÉSILIEN

« Les droits et les intérêts de la population, le renforcement de la démocratie et la réaffirmation de la souveraineté nationale seront les piliers de notre gouvernement »

1^{er} janvier 2023



Texte traduit et annoté par Sarah Ramalho, membre de l'Observatoire électoral 2022 de l'Amérique latine de l'IRIS.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

L'année électorale et politique latino-américaine en 2022 s'inscrit dans un contexte régional et international singulièrement complexe, instable et imprévisible : guerre en Ukraine et ses multiples conséquences, effets de long terme et conjugués de la crise financière internationale de 2008 et de la pandémie de Covid-19.

L'IRIS a dans ce contexte décidé de lancer l'Observatoire électoral 2022 de l'Amérique latine, en partenariat avec plusieurs think tanks et centres de recherche en relations internationales des États-Unis et d'Amérique latine. Il a pour ambition de constituer une plateforme visible et de référence sur les événements politiques et électoraux en cours en Amérique latine.

L'Observatoire électoral 2022 de l'Amérique latine s'inscrit dans le cadre du Programme Amérique latine/Caraïbe de l'IRIS, dirigé par **Christophe Ventura**, directeur de recherche à l'IRIS.



PROGRAMME
**AMÉRIQUE LATINE/
CARAÏBE**

Ce programme étudie la géopolitique d'un sous-continent situé au cœur de multiples enjeux globaux du 21^e siècle. Analyses, décryptages, débat d'idées, mise en perspectives. Ce programme s'adresse aux professionnels (entreprises, décideurs, journalistes, etc.) et spécialistes (chercheurs, universitaires, institutionnels) mobilisés sur ou par l'Amérique latine.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

« Pour la troisième fois, je me présente devant ce Congrès national afin de remercier le peuple brésilien pour le vote de confiance qu'il nous a octroyé. Je renouvelle mon serment de fidélité à la Constitution de la République, avec le vice-président Geraldo Alckmin et les ministres qui vont œuvrer, avec nous, pour le Brésil.

Si nous nous trouvons ici aujourd'hui, c'est grâce à la conscience politique de la société brésilienne et au front démocratique que nous avons formé tout au long de cette campagne électorale historique.

C'est la démocratie qui a triomphé lors de cette élection, l'emportant contre la plus importante mobilisation de ressources publiques et privées jamais vue, les menaces les plus violentes prononcées contre le droit de vote, la plus abjecte des campagnes fondées sur le mensonge et la haine et organisée dans le but de manipuler et d'oppresser l'électorat.

Jamais les ressources de l'État ne furent ainsi détournées au profit d'un projet autoritariste. Jamais la machine publique ne fut à ce point dévoyée des garde-fous républicains. Jamais les électeurs ne furent brimés de la sorte par le pouvoir économique et les mensonges diffusés à échelle industrielle.

Malgré tout cela, c'est la décision des urnes qui l'a emporté, grâce à un système électoral connu à l'échelle internationale pour son efficacité à collecter et décompter les voix. L'attitude courageuse du pouvoir judiciaire et notamment celle du Tribunal supérieur électoral (TSE), furent fondamentales pour faire prévaloir la vérité des urnes sur la violence de ses détracteurs.

Chers amis et amies,

de retour dans la salle plénière de la Chambre des députés, où j'ai participé à l'Assemblée constituante de 1988, je me souviens avec émotion des luttes que nous avons menées ici, démocratiquement, pour inscrire dans la Constitution le plus large socle de droits sociaux, individuels et collectifs au profit de la population et de la souveraineté nationale.

Il y a vingt ans, lorsque j'ai été élu président pour la première fois, aux côtés de mon collègue vice-président José Alencar, j'ai commencé mon discours d'investiture par le mot "changement". Le changement que nous voulions consistait simplement à mettre en pratique les principes constitutionnels. À commencer par le droit à une vie digne, sans souffrir de la faim, avec un accès à l'emploi, à la santé et à l'éducation.

Devoir réitérer cet engagement aujourd'hui - face à l'avancée de la misère et au retour de la faim, que nous avons vaincue - est le symptôme le plus grave de la dévastation qui a été infligée au pays ces dernières années.

Aujourd'hui, nous adressons au Brésil un message d'espoir et de reconstruction. Le grand édifice de droits, de souveraineté et de développement que cette Nation a construit depuis 1988 a été systématiquement démoli ces dernières années. C'est à la restauration de cet édifice de droits et de valeurs nationales que nous consacrerons tous nos efforts.

Mesdames et Messieurs,

en 2002, nous affirmions que l'espoir avait vaincu la peur, c'est-à-dire les craintes d'alors face à l'élection sans précédent d'un représentant de la classe ouvrière pour présider aux destinées du pays. En huit ans de gouvernement, nous avons clairement montré que ces craintes n'étaient pas fondées. Nous ne serions pas ici de nouveau autrement.

Nous avons montré qu'un représentant de la classe ouvrière pouvait effectivement dialoguer avec la société pour promouvoir la croissance économique de manière durable et au profit de tous, notamment des plus démunis. Nous avons montré qu'il était effectivement possible de gouverner ce pays avec la plus vaste participation sociale, en incluant les travailleurs et les plus pauvres dans la définition du budget et dans les décisions gouvernementales.

Tout au long de cette campagne électorale, j'ai vu l'espoir briller dans les yeux d'un peuple qui avait souffert de la destruction des politiques publiques qui promouvaient la citoyenneté, les droits essentiels, la santé et l'éducation. J'ai vu le rêve d'une patrie généreuse, qui offrirait des opportunités à ses fils et ses filles, où la solidarité active serait plus forte que l'individualisme aveugle.

Le diagnostic que nous avons reçu du bureau de transition du gouvernement est affligeant. Les ressources pour la santé ont été épuisées.

L'éducation, la culture, la science et la technologie ont été démantelées. La protection de l'environnement a été détruite. Il ne reste plus de ressources pour les repas scolaires, la vaccination, la sécurité publique, la protection des forêts, l'aide sociale.

La gouvernance de l'économie, les financements publics, le soutien aux entreprises, aux entrepreneurs et au commerce extérieur ont été désorganisés. Les entreprises d'État et les banques publiques ont été dilapidées, le patrimoine national a été abandonné. Les ressources du pays ont été pillées pour satisfaire la stupidité des rentiers et celle des actionnaires privés des entreprises publiques.

C'est sur ces terribles ruines que je prends l'engagement, avec le peuple brésilien, de reconstruire le pays et de reconstruire un Brésil de tous et pour tous.

Mesdames et Messieurs,

En réponse au désastre budgétaire que nous avons reçu, nous avons présenté au Congrès national des propositions qui permettraient de soutenir l'immense partie de la population qui a besoin de l'État simplement pour survivre.

Je remercie la Chambre et le Sénat pour leur attention aux besoins urgents du peuple brésilien. Je note l'attitude extrêmement responsable du Tribunal suprême fédéral (TSF) et de la Cour des comptes fédérale face à des situations qui ont altéré la bonne entente entre les pouvoirs.

En effet, il ne serait ni juste ni correct de demander de la patience à ceux qui ont faim.

Aucune nation ne s'est élevée et ne peut s'élever sur la misère de son peuple.

Les droits et les intérêts de la population, le renforcement de la démocratie et la réaffirmation de la souveraineté nationale seront les piliers de notre gouvernement.

Cet engagement commence par garantir un programme de subventions familiales (*Programa Bolsa Família*) renouvelé, plus fort et plus équitable, afin de venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin. Nos premières actions visent à libérer 33 millions de personnes de la faim et à sauver de la pauvreté plus de 100 millions de Brésiliens qui ont payé le tribut le plus lourd au projet de destruction nationale qui s'achève aujourd'hui.

Mesdames et Messieurs,

Ce processus électoral a également été caractérisé par le contraste entre des visions du monde différentes. La nôtre, centrée sur la solidarité et la participation politique et sociale pour la définition démocratique du destin du pays. L'autre, centrée sur l'individualisme, le refus de la politique, la destruction de l'État au nom de prétendues libertés individuelles.

La liberté que nous avons toujours défendue est celle de vivre dignement, avec les droits pleins d'expression, de manifestation et d'organisation.

La liberté qu'ils prêchent est celle d'opprimer les vulnérables, de massacrer les opposants et d'imposer la loi du plus fort au-dessus des lois de la civilisation. Cela porte un nom : la barbarie.

J'ai compris dès le début de ce périple que je devais être candidat pour un front plus large que le camp politique dans lequel j'ai été formé, tout en maintenant un engagement ferme envers mes origines. Ce front s'est soudé pour empêcher le retour de l'autoritarisme dans le pays.

Dès aujourd'hui, la loi sur l'accès à l'information sera à nouveau observée, le Portail de la transparence remplira à nouveau son rôle, les contrôles républicains seront à nouveau exercés pour défendre l'intérêt général.

Nous n'avons aucune velléité de vengeance contre ceux qui ont tenté de soumettre la Nation à leurs desseins personnels et idéologiques, mais nous garantirons l'état de droit. Ceux qui ont commis des fautes devront en répondre, avec le droit de se défendre, dans le cadre d'une procédure légale régulière.

Le mandat que nous avons reçu, face à des adversaires inspirés par le fascisme, sera défendu avec les pouvoirs que la Constitution confère à la démocratie. À la haine, nous répondrons par l'amour. Aux mensonges, par la vérité. À la terreur et à la violence, nous répondrons par la loi et ses conséquences les plus sévères.

Sous le vent de la redémocratisation, nous disions : plus jamais de dictature ! Aujourd'hui, après le terrible défi que nous avons relevé, nous devons dire : la démocratie pour toujours !

Pour confirmer ces paroles, nous devons reconstruire la démocratie dans notre pays sur des bases solides. La démocratie sera défendue par le peuple dans la mesure où elle garantit à tous les droits inscrits dans la Constitution.

Mesdames et Messieurs,

Je signe aujourd'hui même des mesures visant à réorganiser les structures du pouvoir exécutif afin qu'elles permettent à nouveau au gouvernement de fonctionner de manière rationnelle, républicaine et démocratique. Et ce afin de préserver le rôle des institutions publiques, des banques publiques et des entreprises d'État dans le développement du pays. Pour planifier les investissements publics et privés dans le sens d'une croissance économique durable sur le plan environnemental et social.

En concertation avec les 27 gouverneurs, nous fixerons des priorités pour reprendre les travaux paralysés de manière irresponsable, qui sont au nombre de plus de 14 000 dans le pays. Nous allons reprendre le programme « Ma maison Ma vie » (*Minha Casa Minha Vida*) et structurer un nouveau PAC¹ pour créer des emplois à la vitesse que réclame le Brésil. Nous rechercherons le financement et la coopération - nationale et internationale - pour les investissements, afin de stimuler et d'élargir le marché de consommation national, de développer le commerce, les exportations, les services, l'agriculture et l'industrie.

¹ Programme d'accélération de la croissance (*Programa de Aceleração do Crescimento*)

Les banques publiques, notamment la BNDES², et les entreprises qui favorisent la croissance et l'innovation, comme Petrobras, joueront un rôle fondamental dans ce nouveau cycle.

Dans le même temps, nous stimulerons les petites et moyennes entreprises, qui constituent potentiellement les plus grands générateurs d'emplois et de revenus, l'esprit d'entreprise, le coopérativisme et l'économie créative.

La roue économique va se remettre à tourner et la consommation populaire jouera un rôle central dans ce processus.

Nous allons reprendre la politique de revalorisation permanente du salaire minimum. Et soyez sûrs que nous mettrons fin, une fois de plus, à la honteuse file d'attente de l'INSS³, une autre injustice rétablie en ces temps de destruction.

Nous dialoguerons, de manière tripartite - gouvernement, centrales syndicales et entreprises - sur une nouvelle législation du travail. Garantir la liberté d'entreprendre, parallèlement à la protection sociale, est un grand défi de notre temps.

Mesdames et Messieurs,

Le Brésil est trop grand pour renoncer à son potentiel productif. Il est insensé d'importer des carburants, des engrais, des plateformes pétrolières, des microprocesseurs, des avions et des satellites. Nous disposons de capacités techniques, de capitaux et de parts de marché suffisants pour reprendre l'industrialisation et la prestation de services à un niveau compétitif.

Le Brésil peut et doit se trouver à l'avant-garde de l'économie mondiale.

Il appartiendra à l'État d'articuler la transition numérique et de faire entrer l'industrie brésilienne dans le XXI^e siècle, avec une politique industrielle qui soutient l'innovation, stimule la coopération public-privé, renforce la science et la technologie et garantit l'accès aux financements à des coûts adaptés.

L'avenir appartiendra à ceux qui investissent dans l'industrie de la connaissance, qui fera l'objet d'une stratégie nationale, planifiée en concertation avec le secteur productif, les centres de recherche et les universités, en collaboration avec le ministère des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation, les banques publiques et d'État et les agences de promotion de la recherche.

Aucun autre pays ne possède les conditions dont dispose le Brésil pour devenir une grande puissance environnementale, fondée sur la créativité de la bioéconomie et des entreprises de

² Banque nationale du développement économique et social (*Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social*)

³ Institut national de la sécurité sociale (*Instituto Nacional de Seguro Social*)

la socio-biodiversité. Nous entamerons la transition énergétique et écologique vers une agriculture et une exploitation minière durables, une agriculture familiale plus forte et une industrie plus verte.

Notre objectif est de parvenir à une déforestation zéro en Amazonie et à une émission zéro de gaz à effet de serre dans la matrice électrique, tout en stimulant la revalorisation des pâturages dégradés. Le Brésil n'a pas besoin de déboiser pour maintenir et étendre sa frontière agricole stratégique.

Nous encourageons la prospérité sur les terres. La liberté et la possibilité de créer, de planter et de récolter resteront notre objectif. Ce que nous ne pouvons pas accepter, c'est qu'il s'agisse de terres sans loi. Nous ne tolérerons pas la violence contre les petites gens, la déforestation et la dégradation de l'environnement, qui ont déjà fait tant de mal au pays.

C'est l'une des raisons, mais pas la seule, de la création du ministère des peuples autochtones. Personne ne connaît mieux nos forêts ou n'est plus à même de les défendre que ceux qui sont là depuis des temps immémoriaux. Chaque terrain délimité est une nouvelle zone de protection de l'environnement. Nous devons le respect à ces Brésiliens et Brésiliennes et nous avons une dette historique envers eux.

Révoquons toutes les injustices commises à l'encontre des peuples autochtones.

Chers amis et amies,

une nation ne se mesure pas seulement par des statistiques, aussi impressionnantes soient-elles. Tout comme un être humain, une nation s'exprime véritablement par l'âme de son peuple. L'âme du Brésil réside dans la diversité inégalée de notre peuple et de nos manifestations culturelles.

Nous refondons le ministère de la Culture, avec l'ambition de reprendre plus intensément les politiques d'incitation et d'accès aux biens culturels, interrompues par l'obscurantisme ces dernières années.

Une politique culturelle démocratique ne peut craindre les critiques ni élire des favoris. Que toutes les fleurs s'épanouissent et que tous les fruits de notre créativité soient récoltés. Que chacun puisse en profiter, sans censure ni discrimination.

Il est inacceptable que les personnes noires et métisses continuent d'être la majorité pauvre et opprimée dans un pays construit à la sueur et au sang de leurs ancêtres africains. Nous avons créé le ministère de la promotion de l'égalité raciale pour étendre la politique de quotas dans les universités et la fonction publique, en plus de reprendre les politiques en faveur de la population noire et métisse dans la santé, l'éducation et la culture.

Il est inacceptable que les femmes soient moins payées que les hommes pour le même travail. Qu'elles ne soient pas reconnues dans un monde politique machiste. Qu'elles soient harcelées en toute impunité dans la rue et au travail. Qu'elles soient victimes de violence à l'intérieur et à l'extérieur du foyer. Nous refondons également le ministère des femmes pour démolir le temple séculaire de l'inégalité et des préjugés.

Il n'y aura pas de véritable justice dans un pays où un seul être humain est lésé. Le ministère des droits humains sera chargé de veiller et d'agir pour que chaque citoyen et citoyenne voie ses droits respectés, en matière d'accès aux services publics et privés, de protection contre les préjugés ou contre l'autorité publique. La citoyenneté est l'autre nom de la démocratie.

Le ministère de la Justice et de la Sécurité publique agira pour harmoniser les pouvoirs et les entités fédérées afin de promouvoir la paix là où elle est la plus pressante : dans les communautés pauvres, au cœur des familles exposées au crime organisé, aux milices et à la violence, d'où qu'elle vienne.

Nous révoquons les décrets criminels ayant élargi l'accès aux armes et aux munitions, qui ont causé tant d'insécurité et de dommages aux familles brésiliennes. Le Brésil ne veut plus d'armes, il veut la paix et la sécurité pour son peuple.

Sous la protection de Dieu, j'inaugure ce mandat en réaffirmant qu'au Brésil la foi peut être présente dans chaque foyer, dans les différents temples, églises et cultes. Dans ce pays, chacun pourra exercer librement sa religiosité.

Mesdames et Messieurs,

la période qui s'achève a été marquée par l'une des plus grandes tragédies de l'histoire : la pandémie de Covid-19. Dans aucun autre pays, le nombre de victimes mortelles n'a été aussi élevé par rapport à la population qu'au Brésil, l'un des pays les mieux préparés à faire face aux urgences sanitaires, grâce à la compétence de notre Système de santé unique (*Sistema Único de Saúde : SUS*).

Ce paradoxe ne peut s'expliquer que par l'attitude criminelle d'un gouvernement négationniste, obscurantiste et insensible à la vie. Les responsabilités de ce génocide devront être établies et ne pourront rester impunies.

Ce que nous devons faire maintenant, c'est faire preuve de solidarité avec les familles, les parents, les orphelins, les frères et sœurs de près de 700 000 victimes de la pandémie.

Le SUS est probablement la plus démocratique des institutions créées par la Constitution de 1988. C'est certainement pour cette raison qu'il a été le plus persécuté depuis lors, et qu'il a

également été le plus lésé par une chose stupide appelée le plafond des dépenses, que nous devons révoquer.

Nous allons rétablir le budget de la santé afin de garantir l'assistance de base, la « Pharmacie populaire », et favoriser l'accès à la médecine spécialisée. Nous rétablirons le budget de l'éducation, nous investirons davantage dans les universités, dans l'enseignement technique, dans l'universalisation de l'accès à Internet, dans le déploiement des crèches et dans l'enseignement public à temps plein.

C'est l'investissement qui conduira véritablement au développement du pays.

Le modèle que nous proposons, qui a été approuvé par les urnes, exige un engagement quant à la responsabilité, la crédibilité et la prévisibilité, et nous n'y renoncerons sous aucun prétexte. C'est avec un réalisme budgétaire, fiscal et monétaire, en recherchant la stabilité, en contrôlant l'inflation et en respectant les contrats que nous avons gouverné ce pays.

Nous ne pouvons pas faire autrement. Nous devons faire mieux.

Mesdames et Messieurs,

les yeux du monde entier étaient tournés vers le Brésil lors de ces élections. Le monde attend du Brésil qu'il redevienne un leader dans la lutte contre la crise climatique et un exemple de pays responsable sur le plan social et environnemental, capable de promouvoir la croissance économique et la répartition des recettes, de lutter contre la faim et la pauvreté, dans le cadre du processus démocratique.

Notre rôle se concrétisera par la reprise de l'intégration sud-américaine, à commencer par le Mercosur (Marché commun du Sud), la revitalisation de l'Unasur (Union des nations sud-américaines) et d'autres instances de concertation souveraine dans la région. C'est sur cette base que nous pourrions reconstruire un dialogue fier et actif avec les États-Unis, l'Union européenne, la Chine, les pays de l'Est et les autres acteurs mondiaux ; renforcer les BRICS, la coopération avec les pays d'Afrique et rompre l'isolement dans lequel le pays a été relégué.

Le Brésil doit être son propre maître, le maître de son destin. Il doit redevenir un pays souverain. Nous sommes responsables de la majeure partie de l'Amazonie et de nombreux biomes, de grands aquifères, de gisements minéraux, de pétrole et de sources d'énergie propre. En toute souveraineté et responsabilité, nous serons respectés et partagerons cette grandeur avec l'humanité - dans la solidarité, jamais dans la subordination.

La signification de l'élection au Brésil renvoie, enfin, aux menaces auxquelles le modèle démocratique est confronté. Partout sur la planète, une vague d'extrémisme autoritaire se

déploie, propageant la haine et le mensonge par des moyens technologiques qui ne sont pas soumis à des contrôles transparents.

Nous défendons la pleine liberté d'expression, conscients qu'il est urgent de créer des instances démocratiques d'accès à des informations fiables et de demander des comptes aux vecteurs qui inoculent le poison de la haine et du mensonge. Il s'agit d'un défi de société, au même titre que la lutte contre les guerres, la crise climatique, la faim et les inégalités sur la planète.

Je réaffirme, pour le Brésil et pour le monde, la conviction que la politique, dans son sens le plus noble - et malgré toutes ses limites -, est la meilleure voie pour le dialogue entre des intérêts divergents, pour la construction pacifique d'un compromis. Nier la politique, la dévaloriser et la criminaliser est la voie des tyrannies.

Ma mission la plus importante, à partir d'aujourd'hui, sera d'honorer la confiance qui a été placée en moi et de répondre aux espoirs d'un peuple qui a souffert, mais qui n'a jamais perdu la foi en l'avenir ni en sa capacité à surmonter les défis. Avec la force du peuple et les bénédictions de Dieu, nous reconstruirons ce pays.

Vive la démocratie !

Vive le peuple brésilien !

Merci beaucoup. >>

TEXTE ORIGINAL

« Pela terceira vez compareço a este Congresso Nacional para agradecer ao povo brasileiro o voto de confiança que recebemos. Renovo o juramento de fidelidade à Constituição da República, junto com o vice-presidente Geraldo Alckmin e os ministros que conosco vão trabalhar pelo Brasil.

Se estamos aqui, hoje, é graças à consciência política da sociedade brasileira e à frente democrática que formamos ao longo desta histórica campanha eleitoral.

Foi a democracia a grande vitoriosa nesta eleição, superando a maior mobilização de recursos públicos e privados que já se viu; as mais violentas ameaças à liberdade do voto, a mais abjeta campanha de mentiras e de ódio tramada para manipular e constranger o eleitorado.

Nunca os recursos do estado foram tão desvirtuados em proveito de um projeto autoritário de poder. Nunca a máquina pública foi tão desencaminhada dos controles republicanos. Nunca os eleitores foram tão constrangidos pelo poder econômico e por **mentiras disseminadas em escala industrial**.

Apesar de tudo, a decisão das urnas prevaleceu, graças a um sistema eleitoral internacionalmente reconhecido por sua eficácia na captação e apuração dos votos. Foi fundamental a atitude corajosa do Poder Judiciário, especialmente do Tribunal Superior Eleitoral, para fazer prevalecer a verdade das urnas sobre a violência de seus detratores.

Queridos amigos e amigas,

ao retornar a este plenário da Câmara dos Deputados, onde participei da Assembleia Constituinte de 1988, recordo com emoção os embates que travamos aqui, democraticamente, para inscrever na Constituição o mais amplo conjunto de direitos sociais, individuais e coletivos, em benefício da população e da soberania nacional.

Vinte anos atrás, quando fui eleito presidente pela primeira vez, ao lado do companheiro vice-presidente José Alencar, iniciei o discurso de posse com a palavra “mudança”. A mudança que pretendíamos era simplesmente concretizar os preceitos constitucionais. A começar pelo direito à vida digna, sem fome, com acesso ao emprego, saúde e educação.

Disse, naquela ocasião, que a missão de minha vida estaria cumprida quando cada brasileiro e brasileira pudesse fazer três refeições por dia.

Ter de repetir este compromisso no dia de hoje – diante do avanço da miséria e do regresso da fome, que havíamos superado – é o mais grave sintoma da devastação que se impôs ao país nos anos recentes.

Hoje, nossa mensagem ao Brasil é de **esperança e reconstrução**. O grande edifício de direitos, de soberania e de desenvolvimento que esta Nação levantou, a partir de 1988, vinha sendo sistematicamente demolido nos anos recentes. É para reerguer este edifício de direitos e valores nacionais que vamos dirigir todos os nossos esforços.

Senhoras e senhores,

em 2002, dizíamos que a esperança tinha vencido o medo, no sentido de superar os temores diante da inédita eleição de um representante da classe trabalhadora para presidir os destinos do país. Em oito anos de governo **deixamos claro que os temores eram infundados**. Do contrário, não estaríamos aqui novamente.

Ficou demonstrado que um representante da classe trabalhadora podia, sim, dialogar com a sociedade para promover o crescimento econômico de forma sustentável e em benefício de todos, especialmente dos mais necessitados. Ficou demonstrado que era possível, sim, governar este país com a mais ampla participação social, incluindo os trabalhadores e os mais pobres no orçamento e nas decisões de governo.

Ao longo desta campanha eleitoral vi a esperança brilhar nos olhos de um povo sofrido, em decorrência da **destruição de políticas públicas que promoviam a cidadania, os direitos essenciais, a saúde e a educação**. Vi o sonho de uma Pátria generosa, que ofereça oportunidades a seus filhos e filhas, em que a solidariedade ativa seja mais forte que o individualismo cego.

O diagnóstico que recebemos do Gabinete de Transição de Governo é estarrecedor. Esvaziaram os recursos da Saúde.

Desmontaram a Educação, a Cultura, a Ciência e Tecnologia. Destruíram a proteção ao Meio Ambiente. **Não deixaram recursos para a merenda escolar, a vacinação, a segurança pública, a proteção às florestas, a assistência social.**

Desorganizaram a governança da economia, dos financiamentos públicos, do apoio às empresas, aos empreendedores e ao comércio externo. Dilapidaram as estatais e os bancos públicos; entregaram o patrimônio nacional. Os recursos do país foram rapinados para saciar a estupidez dos rentistas e de acionistas privados das empresas públicas.

É sobre estas terríveis ruínas que assumo o compromisso de, junto com o povo brasileiro, reconstruir o país e fazer novamente um Brasil de todos e para todos.

Senhoras e senhores,

diante do desastre orçamentário que recebemos, apresentamos ao Congresso Nacional propostas que nos permitam apoiar a imensa camada da população que necessita do Estado para, simplesmente, **sobreviver**.

Agradeço à Câmara e ao Senado pela sensibilidade frente às urgências do povo brasileiro. Registro a atitude extremamente responsável do Supremo Tribunal Federal e do Tribunal de Contas da União frente às situações que distorciam a harmonia dos poderes.

Assim fiz porque não seria justo nem correto pedir paciência a quem tem fome.

Nenhuma nação se ergueu nem poderá se erguer sobre a miséria de seu povo.

Os direitos e interesses da população, o fortalecimento da democracia e a retomada da soberania nacional serão os pilares de nosso governo.

Este compromisso começa pela garantia de um Programa Bolsa Família renovado, mais forte e mais justo, para atender a quem mais necessita. Nossas primeiras ações visam a resgatar da fome 33 milhões de pessoas e resgatar da pobreza mais de 100 milhões de brasileiras e brasileiros, que suportaram a mais dura carga do projeto de destruição nacional que hoje se encerra.

Senhoras e senhores,

este processo eleitoral também foi caracterizado pelo contraste entre distintas visões de mundo. A nossa, centrada na solidariedade e na participação política e social para a definição democrática dos destinos do país. A outra, no individualismo, na negação da política, na destruição do Estado em nome de supostas liberdades individuais.

A liberdade que sempre defendemos é a de viver com dignidade, com pleno direito de expressão, manifestação e organização.

A liberdade que eles pregam é a de oprimir o vulnerável, massacrar o oponente e impor a lei do mais forte acima das leis da civilização. O nome disso é **barbárie**.

Compreendi, desde o início da jornada, que deveria ser candidato por uma frente mais ampla do que o campo político em que me formei, mantendo o firme compromisso com minhas origens. Esta frente se consolidou para impedir o retorno do autoritarismo ao país.

A partir de hoje, a Lei de Acesso à Informação voltará a ser cumprida, o Portal da Transparência voltará a cumprir seu papel, os controles republicanos voltarão a ser exercidos para defender o interesse público.

Não carregamos nenhum ânimo de revanche contra os que tentaram subjugar a Nação a seus desígnios pessoais e ideológicos, mas vamos garantir o primado da lei. **Quem errou responderá por seus erros, com direito amplo de defesa, dentro do devido processo legal.**

O mandato que recebemos, frente a adversários inspirados no **fascismo**, será defendido com os poderes que a Constituição confere à **democracia**. Ao ódio, responderemos com amor. À mentira, com a verdade. Ao terror e à violência, responderemos com a Lei e suas mais duras consequências.

Sob os ventos da redemocratização, dizíamos: ditadura nunca mais! Hoje, depois do terrível desafio que superamos, devemos dizer: **democracia para sempre!**

Para confirmar estas palavras, teremos de reconstruir em bases sólidas a democracia em nosso país. A democracia será defendida pelo povo na medida em que garantir a todos e a todas os direitos inscritos na Constituição.

Senhoras e senhores,

hoje mesmo estou assinando medidas para reorganizar as estruturas do Poder Executivo, de modo que voltem a permitir o funcionamento do governo de maneira racional, republicana e democrática. Para resgatar o papel das instituições do estado, bancos públicos e empresas estatais no desenvolvimento do país. Para planejar os investimentos públicos e privados na direção de um crescimento econômico sustentável, ambientalmente e socialmente.

Em diálogo com os 27 governadores, vamos definir prioridades para retomar obras irresponsavelmente paralisadas, que são mais de 14 mil no país. Vamos retomar o Minha Casa Minha Vida e estruturar um novo PAC para gerar empregos na velocidade que o Brasil requer. Buscaremos financiamento e cooperação – nacional e internacional – para o investimento, para dinamizar e expandir o mercado interno de consumo, desenvolver o comércio, exportações, serviços, agricultura e a indústria.

Os bancos públicos, especialmente o BNDES, e as empresas indutoras do crescimento e inovação, como a Petrobras, terão papel fundamental neste novo ciclo.

Ao mesmo tempo, vamos impulsionar as pequenas e médias empresas, potencialmente as maiores geradoras de emprego e renda, o empreendedorismo, o cooperativismo e a economia criativa.

A roda da economia vai voltar a girar e o consumo popular terá papel central neste processo.

Vamos retomar a política de valorização permanente do salário-mínimo. E estejam certos de que vamos acabar, mais uma vez, com a vergonhosa fila do INSS, outra injustiça restabelecida nestes tempos de destruição.

Vamos dialogar, de forma tripartite – governo, centrais sindicais e empresariais – sobre uma nova legislação trabalhista. Garantir a liberdade de empreender, ao lado da proteção social, é um grande desafio nos tempos de hoje.

Senhoras e senhores,

o Brasil é grande demais para renunciar a seu potencial produtivo. Não faz sentido importar combustíveis, fertilizantes, plataformas de petróleo, microprocessadores, aeronaves e satélites. Temos capacidade técnica, capitais e mercado em grau suficiente para retomar a industrialização e a oferta de serviços em nível competitivo.

O Brasil pode e deve figurar na primeira linha da economia global.

Caberá ao estado articular a transição digital e trazer a indústria brasileira para o século XXI, com uma política industrial que apoie a inovação, estimule a cooperação público-privada, fortaleça a ciência e a tecnologia e garanta acesso a financiamentos com custos adequados.

O futuro pertencerá a quem investir na indústria do conhecimento, que será objeto de uma estratégia nacional, planejada em diálogo com o setor produtivo, centros de pesquisa e universidades, junto com o Ministério de Ciência, Tecnologia e Inovação, os bancos públicos, estatais e agências de fomento à pesquisa.

Nenhum outro país tem as condições do Brasil para se tornar uma grande potência ambiental, a partir da criatividade da bioeconomia e dos empreendimentos da sociobiodiversidade. Vamos iniciar a transição energética e ecológica para uma agropecuária e uma mineração sustentáveis, uma agricultura familiar mais forte, uma indústria mais verde.

Nossa meta é alcançar desmatamento zero na Amazônia e emissão zero de gases do efeito estufa na matriz elétrica, além de estimular o reaproveitamento de pastagens degradadas. O Brasil não precisa desmatar para manter e ampliar sua estratégica fronteira agrícola.

Incentivaremos, sim, a prosperidade na terra. Liberdade e oportunidade de criar, plantar e colher continuará sendo nosso objetivo. O que não podemos admitir é que seja uma terra sem lei. Não vamos tolerar a violência contra os pequenos, o desmatamento e a degradação do ambiente, que tanto mal já fizeram ao país.

Esta é uma das razões, não a única, da criação do Ministério dos Povos Indígenas. Ninguém conhece melhor nossas florestas nem é mais capaz de defendê-las do que os que estavam aqui desde tempos imemoriais. Cada terra demarcada é uma nova área de proteção ambiental. A estes brasileiros e brasileiras devemos respeito e com eles temos uma dívida histórica.

Vamos revogar todas as injustiças cometidas contra os povos indígenas.

Queridos amigos e amigas,

uma nação não se mede apenas por estatísticas, por mais impressionantes que sejam. Assim como um ser humano, uma nação se expressa verdadeiramente pela alma de seu povo. A alma do Brasil reside na diversidade inigualável da nossa gente e das nossas manifestações culturais.

Estamos refundando o Ministério da Cultura, com a ambição de retomar mais intensamente as políticas de incentivo e de acesso aos bens culturais, interrompidas pelo obscurantismo nos últimos anos.

Uma política cultural democrática não pode temer a crítica nem eleger favoritos. **Que brotem todas as flores e sejam colhidos todos os frutos da nossa criatividade. Que todos possam dela usufruir, sem censura nem discriminações.**

Não é admissível que negros e pardos continuem sendo a maioria pobre e oprimida de um país construído com o suor e o sangue de seus ascendentes africanos. Criamos o Ministério da Promoção da Igualdade Racial para ampliar a política de cotas nas universidades e no serviço público, além de retomar as políticas voltadas para o povo negro e pardo na saúde, educação e cultura.

É inadmissível que as mulheres recebam menos que os homens, realizando a mesma função. Que não sejam reconhecidas em um mundo político machista. Que sejam assediadas impunemente nas ruas e no trabalho. Que sejam vítimas da violência dentro e fora de casa. Estamos refundando também o Ministério das Mulheres para demolir este castelo secular de desigualdade e preconceito.

Não existirá verdadeira justiça num país em que um só ser humano seja injustiçado. Caberá ao Ministério dos Direitos Humanos zelar e agir para que cada cidadão e cidadã tenha seus direitos respeitados, no acesso aos serviços públicos e particulares, na proteção frente ao preconceito ou diante da autoridade pública. **Cidadania é o outro nome da democracia.**

O Ministério da Justiça e da Segurança Pública atuará para harmonizar os Poderes e entes federados no objetivo de promover a paz onde ela é mais urgente: nas comunidades pobres, no seio das famílias vulneráveis ao crime organizado, às milícias e à violência, venha ela de onde vier.

Estamos revogando os criminosos decretos de ampliação do acesso a armas e munições, que tanta insegurança e tanto mal causaram às famílias brasileiras. **O Brasil não quer mais armas; quer paz e segurança para seu povo.**

Sob a proteção de Deus, inauguro este mandato reafirmando que no Brasil a fé pode estar presente em todas as moradas, nos diversos templos, igrejas e cultos. Neste país todos poderão exercer livremente sua religiosidade.

Senhoras e senhores,

o período que se encerra foi marcado por uma das maiores tragédias da história: a pandemia de Covid-19. **Em nenhum outro país a quantidade de vítimas fatais foi tão alta proporcionalmente à população quanto no Brasil**, um dos países mais preparados para enfrentar emergências sanitárias, graças à competência do nosso Sistema Único de Saúde.

Este paradoxo só se explica pela atitude criminoso de um **governo negacionista, obscurantista e insensível à vida. As responsabilidades por este genocídio não de ser apuradas e não devem ficar impunes.**

O que nos cabe, no momento, é prestar solidariedade aos familiares, pais, órfãos, irmãos e irmãs de quase 700 mil vítimas da pandemia.

O SUS é provavelmente a mais democrática das instituições criadas pela Constituição de 1988. Certamente por isso foi a mais perseguida desde então, e foi, também, a mais prejudicada por uma estupidez chamada Teto de Gastos, que haveremos de revogar.

Vamos recompor os orçamentos da Saúde para garantir a assistência básica, a Farmácia Popular, promover o acesso à medicina especializada. Vamos recompor os orçamentos da Educação, investir em mais universidades, no ensino técnico, na universalização do acesso à internet, na ampliação das creches e no ensino público em tempo integral.

Este é o investimento que verdadeiramente levará ao desenvolvimento do país.

O modelo que propomos, aprovado nas urnas, exige, sim, compromisso com a responsabilidade, a credibilidade e a previsibilidade; e disso não vamos abrir mão. Foi com realismo orçamentário, fiscal e monetário, buscando a estabilidade, controlando a inflação e respeitando contratos que governamos este país.

Não podemos fazer diferente. Teremos de fazer melhor.

Senhoras e senhores,

os olhos do mundo estiveram voltados para o Brasil nestas eleições. O mundo espera que o Brasil volte a ser um líder no enfrentamento à crise climática e um exemplo de país social e ambientalmente responsável, capaz de promover o crescimento econômico com distribuição de renda, combater a fome e a pobreza, dentro do processo democrático.

Nosso protagonismo se concretizará pela retomada da integração sul-americana, a partir do Mercosul, da revitalização da Unasul e demais instâncias de articulação soberana da região. Sobre esta base poderemos reconstruir o diálogo ativo e ativo com os Estados Unidos, a Comunidade Europeia, a China, os países do Oriente e outros atores globais; fortalecendo os BRICS, a cooperação com os países da África e rompendo o isolamento a que o país foi relegado.

O Brasil tem de ser dono de si mesmo, dono de seu destino. **Tem de voltar a ser um país soberano.** Somos responsáveis pela maior parte da Amazônia e por vastos biomas, grandes aquíferos, jazidas de minérios, petróleo e fontes de energia limpa. Com soberania e

responsabilidade seremos respeitados para compartilhar essa grandeza com a humanidade – **solidariamente, jamais com subordinação.**

A relevância da eleição no Brasil refere-se, por fim, às ameaças que o modelo democrático vem enfrentando. **Ao redor do planeta, articula-se uma onda de extremismo autoritário que dissemina o ódio e a mentira por meios tecnológicos que não se submetem a controles transparentes.**

Defendemos a plena liberdade de expressão, cientes de que é urgente criarmos instâncias democráticas de acesso à informação confiável e de responsabilização dos meios pelos quais o veneno do ódio e da mentira são inoculados. **Este é um desafio civilizatório, da mesma forma que a superação das guerras, da crise climática, da fome e da desigualdade no planeta.**

Reafirmo, para o Brasil e para o mundo, a convicção de que a Política, em seu mais elevado sentido – e apesar de todas as suas limitações – é o melhor caminho para o diálogo entre interesses divergentes, para a construção pacífica de consensos. **Negar a política, desvalorizá-la e criminalizá-la é o caminho das tiranias.**

Minha mais importante missão, a partir de hoje, será honrar a confiança recebida e corresponder às esperanças de um povo sofrido, que jamais perdeu a fé no futuro nem em sua capacidade de superar os desafios. Com a força do povo e as bênçãos de Deus, haveremos der reconstruir este país.

Viva a democracia!

Viva o povo brasileiro!

Muito obrigado. »

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
AMÉRIQUE LATINE/
CARAÏBE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.